

Réunion ordinaire du conseil d'administration

25 septembre 2025 19h00 Salle 317 du Centre Culturel de Caraquet

PROCÈS-VERBAL

Membres présents :

Doumbia, Kassim Shippagan
Lanteigne, Joseph Rivière-du-Nord
Losier, Denis Tracadie
Landry, Denis Hautes-Terres

Savoie, Georges R. Neguac

Power, Robert District rural de la Péninsule acadienne

Savoie, Bernard Ile-de-Lamèque Thériault, Bernard Caraquet

Membres absents:

1. Ouverture de la séance

M. Georges R. Savoie préside l'assemblée et souhaite la bienvenue aux membres. Mme Mélanie Thibodeau agit à titre de secrétaire d'assemblée.

2. Vérification du quorum

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée à 19h00.

3. Déclaration de conflits d'intérêts

Aucune déclaration enregistrée.

4. Adoption de l'ordre du jour

Le président fait la lecture de l'ordre du jour. Aucun autre point n'a été ajouté.

<u>25-CSR4-1096</u> Il est proposé par M. Joseph Lanteigne et appuyé de M. Denis Landry que l'ordre du jour soit accepté tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5. Adoption du procès-verbal de la réunion ordinaire du 19 juin 2025.

<u>25-CSR4-1097</u> Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Bernard Savoie que le procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 19 juin 2025 soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. Affaires découlant des procès-verbaux

La première dirigeante fait le suivi à l'intérieur de son rapport.

7. Rapport du président et de la première dirigeante

Mme Thibodeau fait la lecture de son rapport en communiquant les informations relatives aux différents services. Le rapport complet se retrouve sur le site Web de la CSRPA.

Les membres discutent de la problématique du réseau cellulaire et de l'annonce du Ministre Lagacy en date du 23 septembre dernier concernant la construction de tours.

Recommandation 1- réseau cellulaire

25-CSR4-1098

Il est proposé par M. Kassim Doumbia, appuyé par M. Bernard Thériault, que la CSRPA, en collaboration avec les CSR de Restigouche et de Chaleur, fasse front commun auprès du gouvernement provincial en envoyant une lettre au Ministre afin d'exiger que le prochain plan

CONSEIL D'ADMINISTRATION 25 septembre 2025 PROCÈS-VERBAL

d'infrastructure comprenne l'implantation de tours de communication dans les régions de Chaleur et de Restigouche, incluant également un nombre suffisant de tours pour résoudre les problèmes de connectivité dans la Péninsule acadienne.

Suite à la présentation du rapport de la première dirigeante, les membres émettent la résolution suivante :

<u>25-CSR4-1099</u> Il est proposé par M. Denis Landry et appuyé de M. Kassim Doumbia que le rapport de la première dirigeante soit déposé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- 8. Rapport des comités
 - a) Comité exécutif du 28 août 2025
 - M. Georges R. Savoie effectue un résumé du procès-verbal.
- <u>25-CSR4-1100</u> Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Joseph Lanteigne que le rapport de la réunion du comité exécutif du 28 août 2025 soit déposé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- b) Comité exécutif du 18 septembre 2025
- M. Georges R. Savoie effectue un résumé du procès-verbal.
- <u>25-CSR4-1101</u> Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Joseph Lanteigne que le rapport de la réunion du comité exécutif du 18 septembre 2025 soit déposé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

c) Comité de la Sécurité publique du 11 juin 2025

Denis Landry effectue un résumé du rapport

25-CSR4-1102 Il est proposé par M. Denis Landry et appuyé de M. Robert Power que le rapport de la réunion du Comité de la Sécurité publique du 11 juin 2025 soit déposé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

<u>25-CSR4-1103</u> Recommandation 1 : Guide opérationnel Naloxone

Il est proposé par M. Denis Landry et appuyé de M. Bernard Savoie, que la CSRPA, par le biais de son comité de sécurité publique, face l'adoption d'un guide opérationnel (procédure standard d'opérations) pour l'administration de naloxone pour l'ensemble des brigades d'incendie du territoire de la Péninsule acadienne et que chacune d'entre elles se munisse d'un kit d'administration de naloxone.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

25-CSR4-1104

Recommandation 2: Financement Recherche et Sauvegarde au sol d'Acadie-Chaleur

Il est proposé par M. Denis Landry et appuyé de M. Robert Power, que la CSRPA, par le biais de son comité de sécurité publique, accepte de contribuer un montant de 10 000\$ qui servira à défrayer les frais de location ainsi que de témoigner du support des municipalités envers l'organisme Recherche et Sauvetage au sol d'Acadie-Chaleur menant à faciliter les efforts de recrutement ainsi que l'accès à certaines formations. La contribution de 10 000\$ est proposée annuellement pour une période de 3 ans, soit pour les années 2026, 2027 et 2028. Conditionnelle à l'approbation du budget.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

- Comité des infrastructures sportives, récréatives et culturelles du 16 septembre 2025
- M. Cédric Landry effectue un résumé du procès-verbal.

25-CSR4-1105

Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Denis Landry que le rapport de la réunion du comité des infrastructures sportives, récréatives et culturelles du 16 septembre 2025 soit déposé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

9. Présentation

a) Budget 2026

La première dirigeante, Mme Mélanie Thibodeau, présente le budget proposé de la CSRPA.

Le budget opérationnel proposé pour l'année 2026 est fixé à 10 607 310,38\$. Consciente du contexte économique difficile et des incertitudes liées aux réformes fiscales, notamment le gel des impôts fonciers, la CSRPA souligne l'importance de limiter l'augmentation des cotisations des membres. Pour y parvenir, une réorganisation interne sera mise en place, constituant le principal levier permettant de maintenir le taux à 1,89 %. Les subventions, provenant principalement du ministère des Gouvernements locaux, de Travail NB et du nouveau programme de responsabilité élargie des producteurs, viennent en appui à cette réorganisation en contribuant à stabiliser les finances et à soutenir le maintien des services offerts aux membres.

Administration générale

Le budget d'Administration générale proposé pour 2026 s'élève à 820 510 \$, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2025. Cette hausse s'explique principalement par le transfert d'un poste d'un autre service vers l'Administration générale. Par ailleurs, une augmentation salariale générale de 2 % est prévue pour l'année 2026, ce qui demeure en ligne avec la moyenne de l'IPC des 12 derniers mois (1,8 %). Pour le reste, la grande majorité des postes de l'Administration générale demeurent similaires à ceux de l'année précédente.

Services collaboratifs:

Le budget du Service collaboratif proposé pour 2026 est fixé à 128 543 \$, soit une augmentation de 3 698 \$ par rapport à l'année précédente. Ce service couvre principalement les services de Maritime Enforcement, évalués à près de 95 723 \$ et correspondent à quatre jours de travail consacrés à l'application des règlements en urbanisme. Une cinquième journée de travail est assumée par le service de contrôle des chiens afin d'assurer l'application de ce règlement pour les communautés participantes. L'augmentation prévue découle principalement de la hausse des frais liés à l'Administration générale.

Service de contrôle des chiens :

Le budget du Service de contrôle des chiens proposé pour 2026 s'élève à 58 320 \$, soit une diminution d'environ 3 500 \$ par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des frais d'Administration générale imputés à ce service. En conséquence, la contribution des membres pour ce service sera également légèrement réduite.

Service de l'aéroport de la Péninsule :

Le budget proposé pour le Service d'aéroport est fixé à 164 570 \$ pour 2026, soit une augmentation de 4 300 \$ par rapport à l'année précédente. Cette hausse découle principalement de l'augmentation des frais d'administration générale et est partiellement compensée par la diminution des dépenses d'essence. En effet, des réparations majeures auraient été nécessaires pour remettre les réservoirs aux normes et, compte tenu de la faible utilisation par les usagers privés, il a été jugé non pertinent de maintenir ce service. Il est toutefois important de préciser que les services d'urgence disposent de leur propre réservoir et peuvent continuer à s'approvisionner auprès de nos installations. La contribution totale des membres proposée s'élève à 153 260 \$ pour l'année 2026.

Service de développement économique :

Le budget proposé pour le Service de développement économique en 2026 est établi à 513 158 \$, ce qui représente une diminution de 76 188 \$ par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par le transfert d'un poste vers le service d'Administration générale. En conséquence, la subvention du Fonds d'aide pour les services régionaux a également été ajustée à la baisse afin de refléter la diminution budgétaire. Le service bénéficie toujours de soutiens financiers importants, soit une contribution de 372 541 \$ de Travail NB et une subvention de 50 000 \$ du ministère de la Santé. La contribution totale des membres proposée s'élève à 45 798 \$, ce qui correspond à 8,9 % des dépenses du service et représente une légère augmentation de 1 194 \$ comparativement à 2025.

Service de tourisme :

Le budget proposé pour le Service de tourisme en 2026 est fixé à 451 994 \$, soit une diminution de 24 848 \$ par rapport à l'année précédente. Cette baisse découle principalement de changements organisationnels visant à maintenir la cotisation des membres à un niveau raisonnable. En parallèle, certaines augmentations ciblées ont été prévues afin d'assurer la production du guide touristique et de maintenir la présence de la Péninsule acadienne dans les salons touristiques. La contribution des membres proposée s'élève à 182 962 \$, en hausse de 12 612 \$ par rapport à l'an dernier, ce qui correspond à 40 % du budget total de ce service.

Service de développement communautaire :

Le budget proposé pour le Service de développement communautaire en 2026 est fixé à 481 561 \$, soit une augmentation de 115 712 \$ par rapport à l'année précédente. Cette hausse résulte principalement de l'ajout d'une ressource pour les initiatives Pensez frais et Planète Jeunesse, lesquelles bénéficient de financements spécifiques permettant l'embauche de personnel dédié. La contribution des membres pour ce service est établie à 101 869 \$, en diminution de 17 105 \$, et représente 21 % du budget total proposé.

Service de transport régional :

Le budget proposé pour le Service de transport régional en 2026 est fixé à 1 104 328 \$, soit une augmentation de 28 223 \$ par rapport à l'année précédente. L'ajout de nouvelles minifourgonnettes permettra de poursuivre l'élargissement du service au cours de la prochaine année. Bien que le budget actuel limite la portée de l'expansion, une révision complète du service de transport est prévue prochainement afin d'optimiser la couverture du territoire tout en maintenant un niveau budgétaire similaire. Par ailleurs, une demande d'appui financier a été soumise à la SDR afin de

CONSEIL D'ADMINISTRATION 25 septembre 2025 PROCÈS-VERBAL

soutenir l'élargissement de l'offre de service. La contribution des membres est établie à 249 385 \$, soit une augmentation d'environ 10 050 \$ par rapport à 2025, ce qui représente 22 % du budget proposé.

Service de partage des coûts des infrastructures sportives, récréatives et culturelles :

Le budget proposé pour le Service de partage des coûts des infrastructures sportives, récréatives et culturelles pour 2026 est fixé à 342 494 \$, soit une augmentation de 76 592 \$ par rapport à l'année précédente. Cette hausse inclut notamment une augmentation de 25 000 \$ destinée à appuyer la Véloroute dans ses activités administratives, portant son financement total à 175 000 \$. Des fonds supplémentaires ont également été alloués au travail du coordonnateur du service afin de répondre aux exigences des subventions reçues du gouvernement du Nouveau-Brunswick. La contribution des membres proposée s'élève à 217 797 \$, soit une hausse de 28 427 \$ comparativement à 2025, représentant 63 % du budget total de ce service.

Service de sécurité publique :

Le budget proposé pour le Service de sécurité publique en 2026 est fixé à 154 100 \$, soit une diminution de 41 568 \$ par rapport à l'année précédente. Cette baisse découle principalement de la fin de l'entente triennale prévoyant une subvention annuelle de 50 000 \$ à l'Aéroport de Bathurst. Le budget couvre essentiellement les frais d'administration générale ainsi que les coûts liés au poste de gestionnaire de la sécurité publique et incendie. La contribution des membres est établie à 150 219 \$, représentant une diminution de 41 703 \$ comparativement à 2025.

Service d'urbanisme :

Le budget proposé en 2026 pour le Service d'urbanisme est établi à 1 844 201 \$, soit une augmentation de 70 788 \$ comparativement à l'année précédente. L'augmentation est principalement occasionnée par l'augmentation des tarifs du GNB pour l'utilisation du système en ligne Planet, de l'outil utilisé pour la gestion des permis en ligne et le déficit de l'avant-dernière année. Les subventions du ministère des Gouvernements locaux évaluées à 448 185 \$ contribuent à maintenir stable la contribution des membres. Par conséquent, la contribution des membres proposée pour ce service est établie à 1 396 015 \$, soit une augmentation de 8 725 \$ comparativement à l'année précédente.

20h27 M. Bernard Thériault quitte la salle

Service de gestion des déchets solides :

Le budget du Service de gestion des déchets solides proposé pour l'année 2026 est fixé à 4 115 564 \$, soit une hausse de 49 117 \$ par rapport à l'année précédente. Le tarif d'enfouissement proposé par CSR Chaleur a été majoré de 2 \$ la tonne, atteignant désormais 75 \$. Cette hausse se traduit par une augmentation du coût d'enfouissement pour nos opérations, passant de 146 \$ à 150 \$ la tonne. La contribution des membres est établie à 1 650 853 \$, ce qui représente une augmentation de 44 853 \$. Cette hausse, combinée à celle du service de collecte, constitue l'un des principaux facteurs de l'augmentation globale de la cotisation des membres.

Les différents taux de déversement proposés en 2025 sont les suivants :

Déchets résidentiels – 150 \$ /tonne (une augmentation de 4 \$ / tonne)

Déchets institutionnels/Commerciaux/Industriels – 150 \$ / tonne (une augmentation de 4\$ / tonne) Déchets de construction – 75 \$ / tonne (une augmentation de 5\$ / tonne)

Service de collecte des déchets :

Le budget du Service de collecte des déchets proposé pour 2026 est fixé à 1 248 383 \$, soit une augmentation de 46 124 \$ par rapport à l'année précédente. Les postes budgétaires liés à l'entretien des camions ont connu une hausse importante, l'équipement approchant de la fin de sa vie utile. Une évaluation du remplacement progressif du parc d'équipements sera effectuée dès l'année prochaine. L'embauche d'un mécanicien est également prévue, ce qui pourrait contribuer à réduire les coûts d'entretien. La contribution des membres pour ce service est fixée à 802 372 \$, soit une augmentation de 46 009 \$. Les coûts de ce service demeurent néanmoins largement compétitifs, avec un tarif de 57 \$ par résidence.

25-CSR4-1106 RECOMMANDATION:

Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Denis Losier que le budget total de fonctionnement 2026 de la Commission de services régionaux Péninsule acadienne considérant des recettes totales de 10 607 310.38 \$ et des dépenses totales de 10 607 310.38 \$ soit déposé pour consultation auprès des membres et qu'un vote pour son approbation soit prévu le 10 novembre 2025.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

b) Résultat du processus d'optimisation des permis de construction

Le Directeur de la planification, M. Benjamin Kocyla, présente aux membres les résultats obtenus dans le processus d'optimisation des permis de construction.

Afin de répondre à une question de la part des membres, M. Kocyla apporte des précisions sur les processus mis en place par l'équipe d'urbanisme.

10. Appels d'offres

S/O

11. Résolutions

<u>Résultat des demandes de propositions- Appel d'offres pour l'acquisition de minifourgonnette-</u> <u>Transport collectif 004-2025</u>

25-CSR4-1107

Il est proposé par M. Denis Losier et appuyé de M. Kassim Doumbia que la CSRPA accepte l'offre de Roussel Toyota, à la suite de la demande de proposition 004-2025, pour l'acquisition de quatre (4) minifourgonnettes, pour une somme totale de 206 032.00 (TVH non incluse).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

<u>Demande de débenture – Achat remorque 2 -Gestion des déchets solides</u>

25-CSR4-1108

Il est proposé par M. Joseph Lanteigne et appuyé de M. Denis Landry que le directeur général, le trésorier ou le président est autorisé à émettre et à vendre à la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick une débenture de la Commission de services régionaux Péninsule acadienne d'un montant de 210 000.00\$ selon les conditions stipulées par la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick, et il est résolu que la Commission de services régionaux Péninsule acadienne convient d'émettre des chèques

CONSEIL D'ADMINISTRATION 25 septembre 2025 PROCÈS-VERBAL

postdatés à l'ordre de la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick, sur demande, pour payer le capital et les intérêts de ladite débenture.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport financier trimestriel - août 2025

<u>25-CSR4-1109</u> Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Denis Landry, que le rapport financier trimestriel - août 2025 démontrant des revenus de l'ordre de 7 933 081\$ et des dépenses de l'ordre de 7 174 677\$ soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12. Correspondance

Liste des correspondances pour la période du 11 juin au 19 septembre 2025.

<u>25-CSR4-1110</u> Il est proposé par M. Kassim Doumbia et appuyé de M. Robert Power que la liste des correspondances pour la période 11 juin au 19 septembre 2025 soit déposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

13. Autre

Aucun autre point n'a été ajouté à l'ordre du jour.

14. Levée de la réunion

Il est proposé par M. Kassim Doumbia que la réunion soit levée à 21h35.

Georges R. Savoie, président

Mélanie Thibodeau, secrétaire